

Comment rouvrir les salles, sauver et réinventer la culture ?

CULTURE

Alors que 90 salles sont occupées par les artistes et intermittents, *Midi Libre* a réuni pour un débat des représentants du spectacle vivant.

Stéphane Cerri
scerri@midilibre.com

« Personne ne niera la frustration qui est celle de tout le monde », reconnaît Michel Roussel, directeur régional des affaires culturelles qui représente le ministère de la Culture en Occitanie. Salles fermées mais occupées, absence de calendrier, artistes et techniciens à l'arrêt... Le secteur culturel est inquiet et dans un contexte sanitaire imprévisible, il est difficile de se projeter. « À moyen terme, on va y arriver, mais à court terme, on est démuné », regrette Sophie Roule, adjointe à la culture de la ville de Nîmes. Cependant, il est impératif de penser au présent et à l'avenir. « Si on attend que le virus soit éradiqué et que tout le monde soit vacciné, il va se passer beaucoup de temps », explique Patrick Malavieille, vice-président en charge de la culture au conseil départemental, qui se dit favorable à des « expériences » d'ouverture, sans éluder la question des jauges ou des différenciations selon les lieux. Selon lui, « nous sommes condamnés à inventer ».

La question sensible de la musique

« Il est tout à fait possible de rouvrir et ce serait utile », selon Denis Lafaurie, directeur du Cratère, scène nationale d'Alès. « Les cinémas ont mis en place

des protocoles et sont prêts à rouvrir en quatre semaines », selon Alexandre Cussey, de Fédération des musiques actuelles (FéMag). De même, les musées ou les spectacles en plein air semblent dans une situation plus facile à gérer. C'est surtout pour la musique que se pose le plus de questions, avec en ligne de mire, les festivals de l'été qui viennent de lancer le hashtag #deboutles-festivals. Avec des règles sanitaires strictes, il y a « certaines esthétiques qui ne pourront pas exister. On ne peut pas faire un concert de musique électro-

« Je ne sais pas comment je vais nourrir mes enfants au 1^{er} septembre »

JULIEN PRADIER
(TECHNICIEN INTERMITTENT,
OCCUPANT À PALOMA)

que ou un fest-noz où les gens n'ont pas la possibilité de danser », selon Fred Jumel, directeur de la salle Paloma. Dans son état sortira un secteur qui a aussi un poids économique et social important ? Pour Élodie Guizard, comédienne et représentante du Syndicat français des artistes, la prolongation de l'année blanche pour les intermittents est « la solution immé-



Autour de la table, les acteurs du monde culturel gardois ont débattu d'une situation compliquée en temps de crise.

PHOTOS ALEXIS BÉTHUNE

diate » pour éviter « un vaste plan social ». Tous les acteurs plaident en sa faveur. « L'intermittence est au cœur de nos professions », explique Denis Lafaurie. « C'est une question essentielle. Et même le renouvellement de l'année blanche ne va pas tout résoudre », selon Sylviane Manuel de la Verrerie, Pôle national cirque Occitanie Alès. Le ministère de la Culture a demandé un rapport à André Gaaron, spécialiste du dossier. Selon Michel Roussel, « les intentions sont claires, il n'est pas question de laisser une frange de la société sur le côté ». Malgré les annonces et les sommes engagées par les pouvoirs publics, l'inquiétude reste de mise. La précarité menace et particulièrement les femmes, comme le souligne Sarah Lahouari, des Culottées du genre

humain, qui participe à l'occupation de Paloma, en pointant notamment la situation des « mères intermittentes », intermittentes qui peuvent rester plusieurs mois sans revenu en période de congé maternité. « Cela concerne plusieurs milliers de familles », s'alarme-t-elle. « Je ne sais pas comment je vais nourrir mes enfants au 1^{er} septembre », complète Julien Pradier, technicien, notamment à Paloma, et occupant de la salle, qui demande plus largement « l'annulation de la réforme de l'assurance chômage ». Pour Alexandre Cussey, il est d'ailleurs impératif de prendre en compte la situation de tous les « intermittents du travail, car cela concerne aussi le tourisme, l'hôtellerie, les guides, c'est tout un pan de la société qui est concerné ».

À plusieurs échelles, des budgets alloués à la culture

FINANCES À la Ville, Sophie Roule rappelle que « pour le budget de la Ville c'est à peu près 10 % du budget global de la ville de Nîmes. C'est à dire 13 millions d'euros, en investissement, donc sans parler de la rémunération des personnels. Le théâtre de Nîmes a une subvention 3,3 millions d'euros et l'école des Beaux arts de 1,6 million ». Au niveau du Département, Patrick Malavieille détaille : « On a maintenu les parcours et résidences d'artistes, on y a consacré cette année 300 000 euros budget pour l'éducation artistique dans les collèges. En tout ce sont 21 millions d'euros chaque année dont 3 millions versés aux entreprises de sous-traitants ». Au niveau de l'État, Michel Roussel explique que « dans l'Occitanie en 2020, le ministère de la culture a injecté 30 millions d'euros supplémentaires. En 2021, le budget du ministère de la Culture est en augmentation de 5 % pour le spectacle vivant, dont 2,4 millions d'euros supplémentaires au titre du fonds d'urgence en Occitanie. 670 000 euros de plus équipes indépendantes aides à la reprise et la question des embouteillages, 500 000 euros pour accompagner déficit important notamment pour les festivals pour qu'il y aura des déficit en 2021 comme en 2020 ».

AVENIR

Pôle culturel à Pissevin, festival Nîmes sous les étoiles et préparation de Cratère Surfaces...

Et si le monde de la culture profitait de la crise pour se réinventer, partir à la rencontre d'un nouveau public ? Première difficulté liée à la crise sociale, pointée par Sarah Lahouari, « selon le prix des billets, tout le monde ne va pas pouvoir » retourner rapidement au spectacle. Car au-delà de la « confiance », va se poser la question de « précarité », selon Élodie Guizard.

Quartiers et zones rurales

Pour Sophie Roule, cela suppose une ouverture géographique et hors des grandes institutions. « Il y a une disparité entre le centre-ville et les quartiers en politique de la ville ». C'est pour cela qu'elle souhaite investir à Pissevin, avec la création d'un nouveau « pôle culturel », tourné notamment vers l'art contemporain et la danse, construit « en lien avec les habitants ». Selon Sylviane Manuel, cela impose un changement de logiciel. Mais ça marche ! Depuis que des actions sont menées par le Pôle Cirque



Sophie Roule est adjointe à la culture de la ville de Nîmes.

dans le quartier des Prés-Saint-Jean à Alès, « les gens du quartier nous demandent quand nous allons revenir ».

La problématique concerne aussi les zones rurales. Le Cratère présente régulièrement des spectacles dans les villages cévenoles. « Est-ce qu'on est suffisamment à l'écoute ? », s'interroge en permanence Denis Lafaurie. Cela suppose des partenariats, du travail en commun, des relais. Certains publics sont aussi exclus des droits culturels,

par exemple les résidents des Ehpad, particulièrement isolés ces derniers temps. C'est la raison pour laquelle le musée Carré d'art, fermé pour l'instant, vient d'installer une cinquantaine d'œuvres dans les établissements de la ville.

Dans l'immédiat, les acteurs culturels sont bien décidés à ne pas baisser les bras, quitte à investir l'espace public ou de nouveaux lieux. Ainsi le Cratère entend maintenir son festival Cratère surfaces consacré aux arts de la

« Malheureusement, les contraintes vont peut-être nous obliger à bloquer des lieux protégés avec un public assis, mais je crois qu'il faut le faire quand même et je m'y prépare », explique Denis Lafaurie. De même, la ville de Nîmes va lancer en juillet un festival sous les étoiles, une nouvelle manifestation en plein air, avec deux soirs par semaine des projections de films par le Sémaphore et de la musique avec Paloma dans le cloître des Jésuites.

Tout cela pour retrouver les vibrations que procurent les rencontres et que ne remplacera jamais le numérique. Selon Denis Lafaurie, certes, « c'est un moyen qui nous permet de créer du désir et de garder le lien ». Inquiet pour le cinéma, à la fois pour « l'expérience collective » qu'elle représente et pour son financement, Michel Roussel est « persuadé qu'un spectacle capté ne remplacera jamais le contact physique avec l'œuvre ».

S.C.



LE BILLET
D'EDITH LEFRANC
Cheffe d'agence

Cœur battant

Ah cette étincelle de la rencontre ! Elle manque tant à tous : les artistes qui en crèvent de créer dans leur coin sans que jamais leur œuvre ne rencontre âme qui vibre, autant qu'aux spectateurs privés de droits culturels, condamnés sans pourtant avoir fauté. Quand ils se reverront, le coup de foudre reviendra, c'est sûr. En attendant, chacun doit se contenter de ce qu'il a. Et faire confiance à l'autre. Les abonnés des plateformes numériques pousseront sans doute de nouveau les portes des salles de concert et de cinéma. Ceux qui auront découvert des pièces de théâtre sur internet seront peut-être tentés d'aller en voir en vrai, eux qui n'étaient pas forcément clients. D'autres auront aiguisé leurs goûts. De nouveaux publics pourraient aussi naître de cette faille spatio-culturelle inédite. Évidemment, pour cela, il ne faut pas qu'en face, du côté de l'offre, on baisse la garde de l'ambition. Rien ne serait pire qu'en plus, les collectivités diminuent leur budget culture, ou que les artistes et directeurs de salles n'aient plus d'idées. Si la toile de fond est tissée d'inquiétude, les invités de notre débat *Midi Libre* sont résilients. Et ce n'est pas parce qu'on ne le voit pas que le spectacle vivant n'a pas le cœur battant. En arythmie cardiaque sans doute. Ce qui n'est pas une maladie mortelle.